



Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Faire face à l'offensive patronale !

Alors que le groupe Audi fait des milliards de profit, il envisage de fermer Audi-Forest. La direction espère pouvoir y arriver sans devoir faire face à une lutte défensive importante des ouvriers. Elle multiplie les manœuvres de division et de découragement. Dernière en date : la réunion organisée à Forest National, et pas dans l'usine, et sans les sous-traitants, avec les ouvriers fouillés à l'entrée... pour servir du blabla creux aux travailleurs.

Il n'y a rien à attendre des dirigeants et actionnaires d'Audi, ils ne feront pas de cadeaux !

Pour faire du profit, les capitalistes n'ont aucune limite. Partout sur la planète, ils exploitent les travailleurs dans la sueur et le sang. En Ukraine, ils spéculent, financent et s'enrichissent sur la guerre, en Palestine ils soutiennent les massacres de l'armée et des colons israéliens, en Afrique ou au Maghreb, ils surexploitent toute la population.

Les actionnaires d'Audi ne sont pas différents, il n'y a aucune raison qu'ils agissent avec plus d'humanité vis-à-vis des ouvriers de Forest... sauf s'ils sont contraints de reculer face aux travailleurs en lutte.

L'annonce du plan de restructuration chez Audi Forest n'est pas un événement isolé. Tout le patronat est à l'offensive. Le nombre de travailleurs frappés

par des licenciements, fermetures et restructurations ne cesse d'augmenter. Cet été, c'est Mitra, Belgotex, l'ALE Mons, KM Group qui ont rejoint la longue liste de ceux qui payent de leur emploi et de leurs conditions de travail le prix du maintien des profits des capitalistes en pleine crise !



L'offensive capitaliste ne se limite pas aux attaques dans les entreprises. A la suite des élections, le patronat et les marchés financiers exigent des gouvernements des budgets pour la dette de l'État et pour l'armée... mais sans prendre sur les fortunes des millionnaires et des milliardaires... et tout en continuant à couvrir de cadeaux les patrons sous forme de subventions et d'allègements fiscaux ! Cela veut dire faire payer les travailleurs, et imposer des mesures d'austérité à la population.

Pour le patron de la FEB, le «plan global» de Dehaene en 1993 est la référence : «saut d'index, blocage salarial, réformes

structurelles, vente de participations dans certaines entreprises publiques... C'était costaud. Mais c'est de cela dont nous avons besoin aujourd'hui».

Le gouvernement wallon a déjà rendu sa copie au patronat : attaques contre les contrats APE (surveillants d'école, etc.), contre les travailleurs de la fonction publique, contre ceux qui vivent dans un logement social...

Au Fédéral, les partis de gouvernement peinent à se mettre d'accord sur les détails, mais leur objectif est clair : économiser 27 milliards en 5 ans, en s'attaquant aux salaires, à l'indexation, la fonction publique, ou encore en limitant les indemnités de chômage à 2 ans !

En Flandre et à Bruxelles, la situation n'est pas différente.

Face à une telle offensive, lutter entreprise par entreprise ne peut pas suffire à se défendre. Pour devenir plus fort, il faut une lutte de l'ensemble du monde du travail.

Comme tous les travailleurs sont attaqués en même temps, une telle lutte pourrait aujourd'hui se déclencher à partir d'une première entreprise, en faisant tache d'huile. Autant le patronat que le gouvernement redoute une révolte générale.

Audi Forest, par exemple, regroupe plus de 3.000 ouvriers, l'usine est connue dans toute la

Belgique. Un conflit aurait des échos dans bien d'autres entreprises.

Alors pour se défendre, les travailleurs doivent éviter les pièges de la direction, passer par-dessus les divisions entre CDI, sous-traitants, intérimaires, discuter de leurs revendications, se mettre d'accord et élire une direction pour la lutte.

Beaucoup d'ouvriers attendent cela des syndicats. Mais les directions syndicales ne cherchent pas à mobiliser et créer un rapport de force. Elles ne

cherchent pas à unifier CDI, intérimaire et sous-traitants. Fin juin, après l'annonce du plan de restructuration, elles ont dit aux ouvriers «partez en vacances, on se revoit après». Et lors du rassemblement syndical du 20 août, les permanents syndicaux n'ont annoncé aucun plan de bataille, sinon la lointaine manifestation du 16 septembre, et les blabla de la procédure Renault.

Mais est-ce que cela suffira pour empêcher de faire les frais de la restructuration ?

Vu ce qui s'est passé lors des fermetures et restructurations d'usines, à VW Forest en 2006, à Caterpillar Gosselies en 2016, Ford en 2013... ça ne sera pas suffisant ! Sans rapport de force, on ne peut négocier que des miettes, et toute une partie des travailleurs reste sur le carreau ! Alors avec ou sans les directions syndicales, il n'y a pas d'autre solution qu'une lutte déterminée et qui se généralise pour faire reculer les patrons et le gouvernement !

## Dans les entreprises

### Audi Forest: nos vies face aux profits capitalistes

Mardi 20 août, après 5 semaines de chômage et de vacances annuelles, les 3.000 travailleurs de l'usine Audi et des sous-traitants étaient appelés à un rassemblement par les syndicats, le premier depuis l'annonce de la restructuration d'ampleur pouvant aller jusqu'à la fermeture complète.

La première semaine, quelques dizaines ou centaines d'ouvriers s'étaient quand même regroupés de temps en temps, suite à des appels sur les réseaux sociaux.

Le 20 août, devant quelque 400 travailleurs, les permanents syndicaux ont lu leur discours du haut du premier étage du parking. Le ton se voulait combatif, mais ils ont aussi déclaré «*il ne faut pas se faire d'illusions, des licenciements, il y en aura*», acceptant par avance la soumission aux diktats des actionnaires.

À part une manifestation lointaine le 16 septembre, aucun rendez-vous pour s'organiser et se préparer à se défendre n'a été donné. Les travailleurs menacés de licenciement sont appelés à rester unis derrière les syndicats dans la seule perspective des négociations.

Que peut-il sortir de bon d'une négociation sans rapport de forces favorable aux travailleurs ? Pas grand-chose... ou même rien ! Et beaucoup de travailleurs le sentent. La direction d'Audi montre depuis des mois qu'elle n'a rien à faire des argumentations des directions syndicales, pas plus que des élus des partis politiques. Seuls comptent les profits des actionnaires !

Trois jours plus tard, vendredi 23 août, la direction d'Audi conviait le personnel à une assemblée. Non pas à l'usine, non ! Elle reste fermée, les travailleurs

ne peuvent même pas y entrer pour aller aux toilettes. L'assemblée a eu lieu à Forest National, la salle de concert qui se trouve à proximité de l'usine, devant 1300 travailleurs. Quel accueil !

Un nombre impressionnant de policiers, les badges contrôlés, une fouille corporelle... les représentants des actionnaires craignent vraiment les ouvriers !

Beaucoup de travailleurs étaient choqués : «*ils nous traitent comme des criminels, c'est honteux*». Mais ils remarquaient aussi qu'en fait «*ils ne veulent pas nous laisser entrer dans l'usine. Ils ont peur qu'on s'énerve*».

Une minorité de travailleurs et de délégués avaient boycotté l'assemblée patronale et se sont rassemblés devant l'usine. «*C'est ici que nous devons être. S'ils veulent nous parler, c'est à l'usine !*».

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

À l'assemblée patronale, les directeurs et porte-paroles, accrochés à leurs pupitres, ont eu du mal à parler, sifflés et hués pendant de longues minutes. Leur blabla ne contenait aucune information nouvelle et quasiment chaque phrase était noyée dans des huées : «*Traitres*», «*Voileurs*»... Mais ils sont grassement payés pour servir de paratonnerre et protéger les milliards de profits des actionnaires.

### **CDI, sous-traitants et intérimaires : des divisions entretenues par la direction et par les syndicats**

Une partie des travailleurs des firmes sous-traitantes présentes sur le site se sont réunis dès lundi 19 août devant l'entrée principale d'Audi.

Avec des salaires 30% en dessous de ceux d'Audi et des conditions d'exploitation souvent plus dures, les travailleurs sous-traitants savent qu'ils seront oubliés s'ils ne se font pas entendre.

Audi continue pour l'instant à payer les salaires, mais les travailleurs de la sous-traitance sont mis en chômage de force majeure. Cela signifie perdre 35% sur un salaire déjà insuffisant et la perspective de payer des impôts en plus, plus tard.

Leurs directions ne leur donnent aucune information, prétextant qu'elles-mêmes n'ont aucune connaissance de l'avenir d'Audi... ce qui est peut-être vrai ! Mais pourquoi ne continueraient-ils pas à payer les salaires en prenant sur les profits que leurs dirigeants ont accumulés, eux aussi, pendant des années sur le travail des ouvriers ?

Pour la réunion du personnel organisée par la direction d'Audi, l'accès était refusé aux sous-traitants.

Quant aux directions syndicales, si les permanents ont clamé l'unité avec les sous-traitants dans leurs discours, dans les faits, ils refusent même une réunion commune avec les délégués des sous-traitants.

Mais les travailleurs d'Audi qui ne veulent pas se laisser licencier sans se défendre trouveront chez les travailleurs de la sous-traitance les ouvriers les plus déterminés.



### **Les intérimaires**

Les intérimaires ont déjà été licenciés en mars, et pour les négociateurs syndicaux, ils ne font plus partie du problème !

Or, les intérimaires licenciés, qu'ils soient d'Audi ou des sous-traitants, ont le même problème, en pire, que leurs collègues en CDI : sans salaire, on ne peut pas vivre !

Leur licenciement, chez Audi comme chez les sous-traitants, fait partie du plan de restructuration et de la stratégie de division de la direction. Pour les CDI dont le contrat n'est plus du tout «*à durée indéterminée*», accepter la division équivaut à se livrer pieds et poings liés à la volonté du patron.

Un petit groupe d'intérimaires licenciés chez les sous-

traitants continue à se faire entendre avec la détermination de ne pas accepter l'injustice. Et cela d'autant plus qu'ils auraient déjà dû être sous CDI, mais que la direction n'a pas respecté les conventions collectives qu'elle avait pourtant signées.

Intérimaires, CDI, sous-traitants ou Audi, tous les travailleurs ont besoin de leur salaire. Et tous ont participé à remplir les poches des actionnaires des sous-traitants et du groupe VW qui a enregistré un nouveau profit record en 2023. C'est tous ensemble qu'on pourra les faire payer !

### **Licenciements express**

Le 31 juillet, les 91 travailleurs de l'entreprise KM Group à Flémalle, un sous-traitant d'Amazon, ont reçu un message WhatsApp leur annonçant leur licenciement.

Le patron n'a toujours pas déclaré l'entreprise en faillite, ce qui empêche les ouvriers d'introduire leurs dossiers de demande d'allocations de chômage et d'obtenir des revenus !

Son mépris ne s'arrête pas là, il affirme en plus qu'il n'a pas les fonds pour payer les salaires du mois de juillet ! Plus d'une dizaine de travailleurs ont été renvoyés vers le CPAS pour des aides d'urgence comme des colis alimentaires ou des aides aux loyers, mais sans C4 aucune garantie d'obtenir ces aides.

Lors des rassemblements organisés par les syndicats, les travailleurs, pour la plupart des chauffeurs qui livrent les colis Amazon, ont aussi dénoncé leurs conditions de travail. Ils devaient livrer jusqu'à 270 colis par jour, soit 2 colis par minute, sans

pause, en une journée de 10 heures, avec des heures supplémentaires pas toujours payées !

Ces méthodes de gangsters ne sont pas isolées, les ouvriers d'Audi peuvent en témoigner.

## Harcèlement patronal

Le médecin du travail de l'aéroport de Charleroi a démissionné à cause du harcèlement et de pressions venant du service des ressources humaines. Un cas qui n'est pas isolé, car plusieurs plaintes pour harcèlement auraient été déposées contre la direction.

Dans sa lettre de démission, ce médecin évoque avoir été accusé d'être «*trop proche des travailleurs*», notamment lorsqu'il devait donner son aval dans la prise de postes. En réalité, la direction lui reproche de ne pas se soumettre à sa politique au sein de l'entreprise et de prendre en compte la santé des travailleurs pour organiser le travail.



## Belgotex : NON aux licenciements !

La direction de Nyobe Belgotex a annoncé la fermeture de son usine textile de Kruisem, en Flandre. Avec l'arrêt de la production du nylon et des tissus synthétiques, ce sont 157 travailleurs qui risquent leur emploi. Pour sauver leurs profits, les capitalistes se débarrassent des salariés. Mais ce sont les actionnaires qui spéculent, se font la concurrence et aggravent la crise. C'est à eux de payer !

## Leur société

### La bourgeoisie prépare l'austérité

Pieter Timmermans, le patron de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), a annoncé les réformes attendues par le patronat.

L'exemple que le gouvernement doit suivre ? Jean-Luc Dehaene et le «*plan global*» mis en œuvre en 1993. Le patron de la FEB déclare : «*Je m'en souviens bien : saut d'index, blocage salarial, réformes structurelles, vente de participations dans certaines entreprises publiques... C'était costaud. Mais c'est de cela dont nous avons besoin aujourd'hui*».

Pour appliquer ce programme, Timmermans ne s'inquiète pas du type de gouvernement qui se mettra en place. Il affirme «*«Peu importe que le chat soit noir ou blanc pourvu qu'il attrape les souris*», comme l'a dit le dirigeant chinois Deng Xiaoping.».

Dans cette histoire, les souris ce sont les travailleurs, leurs salaires et emplois, et les services publics utiles à la population...

Mais quand les souris s'unissent et se révoltent, les chats ne font pas le poids.

### Le cirque de la formation du gouvernement

Prenez les mêmes et on recommence ! Le ballet de la formation du gouvernement fédéral se poursuit : De Wever (NVA) a démissionné de sa fonction de formateur du gouvernement, et Prévot (Engagés) est nommé négociateur.

Pourtant en dépit de ce carrousel rien n'a changé, et les partis de la coalition «*Arizona*», c'est-à-dire MR, Engagés, NVA, CD&V et Vooruit, vont poursuivre leurs palabres. Effectivement, si ces politiciens ont pu

être en désaccord sur des points de détails, ce qui a amené à la démission de De Wever, ils sont tous unis pour appliquer le programme d'austérité exigé par la bourgeoisie !

Le patronat et les marchés financiers veulent que le futur gouvernement trouve 27 milliards sur 5 ans pour réduire le déficit budgétaire, et dégager des moyens financiers pour la dette et les budgets militaires. Mais sans prendre sur les profits et les grandes fortunes, et tout en continuant à subsidier les capitalistes ! Autrement dit, la bourgeoisie exige du prochain gouvernement qu'il fasse payer les travailleurs en s'attaquant à leur salaire, pension et indemnité de chômage, et en imposant des mesures d'austérités à toute la population !

Ces futures mesures d'austérité vont aggraver les conditions de vies de toute la population. Les partis de

l'Arizona craignent d'en faire les frais en perdant des électeurs. Alors ils peinent à s'accorder sur le moyen de les imposer sans en payer le prix aux prochaines élections, et en minimisant les risques de déclencher un mouvement de révolte.

Néanmoins, leur désaccord sur certaines mesures, comme la taxe sur les plus-values financières, ne doit pas cacher qu'ils sont tous prêts à envisager la désindexation et la limitation à 2 ans des allocations de chômage ; la réforme (à la baisse) de l'indexation des salaires ; la remise en cause du rôle des syndicats dans la gestion des caisses de chômage ; des attaques sur la sécurité sociale ; des coupes dans les budgets des soins de santé ; la remise au travail des malades de longue durée...

### **Sacrifices dûs à la crise**



## **L'écran de fumée de la taxe sur les plus-values financières**

Le programme du prochain gouvernement fédéral est tellement propatrontal que certains partis de l'Arizona ont voulu y ajouter une taxe sur les plus-values financières pour faire écran de fumée.

Concrètement, ils proposaient de taxer de quelques pourcents les gains réalisés par des particuliers lors de la revente d'actions, de titres, etc.

Politiquement, le but de la manœuvre était d'introduire au moins une mesure à l'apparence «de gauche» au programme du futur gouvernement.

Mais la réalité d'une telle taxe est bien loin de l'image que son nom fait miroiter ! Sans même prendre en compte les exceptions prévues par la proposition, ce n'était pas la grande bourgeoisie qui aurait été touchée par une telle taxe, mais seulement la petite bourgeoisie de la prétendue «classe moyenne supérieure».

La taxe n'aurait porté que sur la revente des actions par des particuliers. Et une telle taxe, les millionnaires et milliardaires sont tout à fait capables de l'éviter !

Les grands bourgeois soit restent propriétaires de leurs actions pendant de longues périodes pour conserver le pouvoir sur leurs entreprises, soit spéculent à travers mille et un paravents (des sociétés-écrans, des fonds, des gestionnaires d'actifs...) pour éviter les impôts et garder l'anonymat !

Ainsi, les seuls qui auraient été touchés sont des petits patrons et des employés qui gagnent un salaire suffisamment élevé pour «boursicoter».

D'ailleurs ce n'est pas par hasard que le Fonds Monétaire International lui-même recommande à la Belgique d'introduire une telle taxe depuis des années. Ni que Timmermans, le président du principal syndicat patronal (la FEB), si prompt à défendre les intérêts de la grande bourgeoisie, déclare qu'une telle taxe était «tout à fait possible» ! Faire payer les petits bourgeois ne les dérange pas plus que d'exploiter les ouvriers !

Si l'Arizona a trébuché sur cette proposition de taxe sur les

plus-values financières, c'est que le MR s'y oppose par crainte que son électorat ne la lui pardonne pas.

Mais que les cadres supérieurs et les petits patrons ne se laissent pas aveugler. Quelle que soient sa composition et son programme, eux aussi feront les frais de la politique du futur gouvernement qui ne fera que renforcer la crise, en défendant les profits de la grande bourgeoisie.

## **«Économies» contre les travailleurs**

Un groupement de patrons bruxellois, Brussels Industries Synergy, réclame du prochain gouvernement régional davantage de subventions pour maintenir les profits des entreprises. Les trois millions d'euros de subventions pour l'exportation de 2024 étant épuisés.

Alors que le gouvernement s'apprête à couper dans les budgets des services utiles à la population et à supprimer des emplois, les capitalistes bruxellois veulent garantir leurs profits avec nos impôts.

## **Il faut plus de piscines !**

De 2021 à 2023, 38 enfants de moins de 9 ans se sont noyés en Belgique. Chaque année, des accidents se produisent. La meilleure manière d'améliorer la sécurité des enfants dans l'eau est l'apprentissage de la natation. Cela réduit grandement le risque de noyade, en plus d'améliorer les capacités physiques.

Mais les enfants ont de moins en moins la possibilité d'apprendre à nager. Il n'y a pas

assez de piscines publiques. De nombreuses écoles sont forcées de réduire voire supprimer des cours de natation faute de places, d'infrastructures, de moyens. Certains professeurs de sport expliquent que pour 20 minutes dans l'eau, il faut faire 2 heures de trajet en transports publics, ou sinon louer un car, mais cela est bien trop cher. Alors le cours de natation finit souvent par être supprimé.

La Wallonie compte à peine 81 piscines publiques accessibles à tous, soit une pour 45.000 habitants. En Flandre, le problème est similaire, plus d'un quart des écoles primaires ont supprimé des cours de natation l'année dernière, selon une recherche de l'UCLL.

Ce problème est connu depuis longtemps, mais les autorités n'y répondent que par des promesses creuses. En 2015, le gouvernement wallon lançait le «plan piscines» mais n'y a accordé qu'un budget ridiculement petit. La situation ne fait donc que s'aggraver et le nombre d'enfants qui ne peuvent pas apprendre à nager augmente.

## **Flandre, programme scolaire anti-pauvre**

Rendre les élèves d'origine populaire responsables de la dégradation de l'enseignement, voilà une idée bien nauséabonde mais pas nouvelle.

Ainsi, le gouvernement flamand discute notamment de rendre une partie des allocations familiales dépendantes du niveau de néerlandais des parents des enfants en âge scolaire. Sans vergogne – et sans originalité

aucune –, les ministres visent la population d'origine immigrée, c'est-à-dire les travailleurs qui occupent les postes ouvriers durs dans la construction, le nettoyage, l'horeca ou l'industrie, et qui payent tous les impôts et taxes actuelles (et à venir).

Cette démagogie est écœurante à plus d'un titre. D'abord parce que suivre des cours de langue est à peu près impossible quand on travaille. À la semaine de travail de souvent 6 jours, il faut ajouter les trajets à rallonge et les responsabilités familiales. Seuls des hypocrites peuvent prétendre qu'il est possible de suivre des cours dans ces conditions. Sans même parler des horaires et lieux, insuffisants.

De toute façon, le gouvernement ne se préoccupe pas du tout du néerlandais de la population d'origine immigrée, pas plus que des quelques économies que cette mesure détestable serait susceptible de rapporter. Ces annonces et éventuelles mesures ont une visée purement politique : diviser les travailleurs, montrer du doigt une fraction de la population et faire croire qu'elle est responsable de la dégradation sociale.

Avec ces menaces, le gouvernement flamand s'attaque en réalité à tous les travailleurs en commençant par les plus fragiles d'entre eux. Il n'y a qu'à voir les autres mesures punitives proposées à la discussion, comme celle de mettre des amendes aux parents qui ont des factures scolaires impayées, ou qui sont trop souvent en retard pour venir chercher leurs enfants à la garderie. Cette politique de division entre «bons» et «mauvais» parents sert à masquer la responsabilité des gouvernements

successifs qui ont mené à la situation catastrophique dans les écoles, tout comme dans les hôpitaux, dans les quartiers populaires.

Car c'est la politique d'économie permanente depuis des décennies qui a dégradé gravement ou même fait disparaître les services. Et pendant que la population continue à payer des impôts et des taxes à tous les étages, l'argent collecté s'envole en subsides aux entreprises, en remboursement de la dette et en budgets militaires.

Quand la bourgeoisie était demandeuse de travailleurs instruits, elle avait chargé l'État, non pas d'économiser sur l'enseignement, mais bien d'enseigner à tous les enfants des classes populaires.

Dans les écoles de Flandre, les instituteurs donnaient cours à des enfants qui ne parlaient que le patois de leurs parents. De même dans le sud du pays, où les enfants arrivaient à l'école en ne connaissant que le dialecte wallon parlé à la maison. Sans parler des immigrés grecs, marocains ou italiens qui ont appris le français ou le néerlandais grâce à leurs enfants scolarisés. Car la langue d'origine n'est jamais un obstacle, elle est un enrichissement.

Aujourd'hui, la bourgeoisie a surtout à proposer aux travailleurs des licenciements et des fermetures d'entreprises. Alors, pourquoi demanderait-elle aux gouvernements d'instruire la jeunesse ?

Il faudra que les travailleurs prennent en main cette société pour la faire tourner dans le bon sens, dans l'intérêt de tous.

## Les puéricultrices ne sont pas des pions !

Sous prétexte d'objectiver les critères de répartition des puéricultrices dans les écoles francophones, des dizaines d'écoles perdent leurs puéricultrices et leurs assistantes maternelles à la rentrée. Cette «*mesure d'objectivation*», qu'a

décidée Caroline Désir (PS) fait grincer des dents. À Yvoir, 4 des 6 puéricultrices perdent leur place même les nommées. À Chapelle-lez-Herlaimont, 2 des 5 postes sont perdus.

L'ex-ministre PS se justifie en affirmant que pas un poste ne sera perdu. Mais rien n'est plus faux car 30% des salaires des postes créés avec l'aide des Régions wallonne et bruxelloise doivent désormais être financés

par les pouvoirs organisateurs dont beaucoup de communes. La commune de Manage doit ainsi trouver 70.000 euros dès la rentrée pour conserver ses puéricultrices. Ce que les communes riches pourront faire, les communes pauvres ne le pourront pas.

Une «*objectivation*» qui cache une mesure d'austérité !

## Région du Centre et Borinage

### Barakis, ravachols et démagogues

Plusieurs agressions ont été commises sur des personnes à Mons cet été, que des politiciens exploitent pour leur campagne électorale. Le Bourgmestre Nicolas Martin (PS) interdit à nouveau les rassemblements de plus de 5 personnes devant la gare et la police chasse les dealers qui se déplacent quelques rues plus loin du centre-ville. Bouchez (MR) a bien sûr surenchéri : «*Moi bourgmestre, les barakis et les ravachols à Mons, c'est fini*». Il promet «*un électrochoc sécuritaire*» s'il est élu, avec des caméras de surveillance sur l'ensemble du territoire, des contrôles routiers tous les weekends aux entrées de Mons, l'interdiction de consommation d'alcool en rue, un couvre-feu dans certaines rues à partir de 18 heures, l'interdiction permanente pour certaines personnes de fréquenter certains quartiers, etc.

Cette surenchère politique a zéro chance de ramener la sécurité. La criminalité qui exaspère les habitants, parce qu'elle se déroule sous leurs

yeux, est le fait de marginaux réduits à voler et dealer pour ne pas crever de faim. Cette criminalité augmente avec les licenciements, comme le nombre de dépressions et de suicides.



Heureusement, de nombreuses personnes ont réagi au mépris social étalé par Georges-Louis Bouchez. Des enseignants, qui connaissent d'expérience les effets de la précarité sur leurs élèves, ont créé un t-shirt «*nous sommes des barakis*», pour retourner l'insulte.

Pour en finir avec les barakis et les agressions, il faut d'abord en finir avec les capitalistes qui licencient pour protéger leur luxe et leurs privilèges.

### L'ALE de Mons en faillite, les politiques en fuite

En juillet, les 80 aide-ménagères du secteur titres-services de l'ALE de Mons ont été licenciées. Fin août, ce sont plusieurs centaines de travailleurs qui, à leur tour, perdent leur emploi en ALE avec la mise en faillite des autres secteurs.

Travailler en ALE pour 4,10 euros de l'heure, c'est une misère, mais c'est vital pour gagner les 200 à 300 euros par mois en complément du chômage ou du CPAS. Quant aux aide-ménagères, le salaire n'est que de 11 euros brut de l'heure.

Toute une partie des tâches les plus utiles à la société sont exercées avec ce système précaire des ALE. A Mons, les travailleuses et travailleurs s'occupent de la garderie des enfants dans les écoles et nettoient, bricolent et jardinent pour de nombreuses personnes âgées.

Qui va assurer la garderie à la rentrée ? Qui va aider les personnes âgées ? Les dirigeants politiques du PS et du MR qui sont

surtout occupés à s'accuser mutuellement de la responsabilité de la faillite ?

Les services nécessaires à la population sont sous-financés et cela va aller en s'aggravant avec la politique d'austérité exigée par le patronat, et mise en place par Bouchez, De Wever et Prévôt.



## Bouchez — Taton : l'arroseur arrosé

Bouchez comptait sur Julie Taton comme ramasse-voix pour sa liste «Mons en Mieux» aux élections communales d'octobre. Hélas pour eux, la députée fédérale, résidant dans le Brabant wallon, n'a pas réussi à se faire domicilier à Mons dans les délais légaux prévus par la loi électorale. Julie Taton était en effet en vacances lors du passage de l'agent de quartier.

Bouchez trouve cela inadmissible car, dit-il, «une domiciliation ne veut pas dire une assignation à résidence».

Bienvenue ! Chaque mois, la Zone de Police Mons Quévy effectue en moyenne 1.100 visites de domiciliation, qui se concluent souvent par un refus. C'est le résultat d'une politique de contrôle des bénéficiaires des allocations de chômage, d'aides sociales ou d'invalidité.

Chacun sait qu'il est extrêmement difficile de survivre lorsque ces allocations sont diminuées par un statut de cohabitant. Ce statut pousse les plus

pauvres à cacher qu'ils sont en couple ou qu'ils vivent avec leurs parents. Et voilà que Bouchez, dont le parti, à côté du PS et des Engagés, a voulu cette loi, a voulu ces contrôles humiliants, est choqué parce que, pour une fois, la loi contrarie ses intérêts.

## Été pas solidaire à Boussu

Depuis 1994, l'opération «été solidaire» prétend «sensibiliser les jeunes à la solidarité par la réalisation de travaux d'utilité publique et de service à la population». Les communes qui le souhaitent peuvent recevoir un subside du gouvernement wallon afin, comme le précise le ministre des pouvoirs locaux Christophe Collignon, de payer un salaire de 8 € net de l'heure «à des jeunes en situation de vulnérabilité et qui en ont bien besoin en cette période difficile».

Quelles belles intentions ! Mais en pratique, ces jeunes sont souvent traités comme une main-d'œuvre d'appoint bon marché. A Boussu par exemple, ils ont été mis au travail avec des tondeuses, des tronçonneuses et des débroussailleuses, sans formation ni équipement de sécurité adéquats. L'horaire adapté pour la canicule durait de 7h à 14h sans pause ni interruption. Après avoir reçu 500 € pour 15 jours de travail, les jeunes «solidaires» du mois de juillet ont si bien vanté l'accueil et le respect qui leur a été réservé qu'il n'y avait plus de candidats pour le mois d'août...

Si des jeunes de moins de 20 ans sont traités de la sorte, que donnerait «la mise au travail des chômeurs» désignés au mépris public par des politiciens démagogues ?

## Première exploitation

De nombreux jeunes commencent, dès leur 16e année, à travailler lors des vacances pour gagner un peu d'argent et réaliser un rêve. Mais en débarquant dans le monde du travail, cela tourne fréquemment au cauchemar. Engueulades quotidiennes de la part des chefs ou du patron, surcharge de travail, manque d'équipement : ils sont traités exactement comme les travailleurs qu'ils remplacent durant les congés. Courber la tête, apprendre à se taire, à raval ses larmes ou sa révolte : voilà le véritable «apprentissage» de la première expérience professionnelle d'un futur travailleur. C'est pourquoi l'éducation parentale doit se conclure par ces mots : «qu'on renverse cette société d'exploitation capitaliste !».

## Des écoles à bout de souffle

Les familles ouvrières se trouvent confrontées à la détérioration des écoles. Ainsi dans la région du Centre par exemple, l'athénée de Morlanwelz a dû refuser des élèves les années précédentes, et 2024 ne sera pas une exception. Tout le monde cherche une place dans des écoles surchargées et contraintes d'augmenter le nombre d'élèves par classe, dégradant ainsi la qualité des cours. Même lorsqu'on est accepté dans une école, les conditions ne permettent pas d'apprendre correctement. À l'Institut Sainte-Marie de La Louvière, des containers avec une durée de vie théorique de 10 ans sont toujours utilisés... 30 ans plus tard !

## 2016, fermeture de Caterpillar Gosselies

Le 2 septembre 2016, la direction du groupe américain Caterpillar annonçait la fermeture de l'usine de Gosselies. La direction entamait alors la dernière phase d'une stratégie de dépeçage de l'usine ayant débuté des années auparavant.

### La restructuration de 2013

En 2013 déjà, 1.800 travailleurs du site Caterpillar de Gosselies et plus d'une centaine de la sous-traitance avaient perdu leurs emplois à la suite d'une restructuration.

À l'annonce de la restructuration, les délégations syndicales avaient appelé les ouvriers au calme, et pour toute action, à s'en tenir à freiner la production. Elles ne voulaient pas organiser une lutte de grande ampleur qui aurait pu échapper à leur contrôle. Durant la totalité du conflit, seules deux grèves de 24 heures ont été organisées.

Néanmoins, même si les actions engagées par les syndicats étaient faibles, la direction de Caterpillar contre-attaqua. Elle chercha à diviser les travailleurs entre d'un côté, les « jeunes » qui resteraient à l'usine, et de l'autre, les « vieux », qui perdraient leurs emplois.

Aux « vieux », la direction de Caterpillar fit miroiter de moins mauvaises conditions de départ, mais, en échange, elle réclamait des jeunes qu'ils acceptent de nouvelles conditions de travail plus flexibles et moins rémunérées. Face aux tentatives de division, la meilleure réponse des ouvriers aurait alors été d'opposer leur unité dans la lutte : se

battre ensemble contre notre adversaire commun, même si c'est pour des revendications différentes !

Mais c'étaient les directions syndicales qui dirigeaient seules, et elles ne voulurent pas tenter de construire un tel front. En conséquence, l'accord qui fut signé le fut à l'avantage de la direction. Comme elle l'avait voulu, cet accord prévoyait des indemnités pour les départs avec intervention de la sécurité sociale, en échange de plus de flexibilité et d'une réduction de rémunération pour ceux qui restaient.

### La fermeture de 2016

La situation en 2016 était différente de celle de 2013. Il s'agissait d'une fermeture complète et pas d'une restructuration.

À l'annonce de la fermeture, les travailleurs bloquèrent le site de Gosselies et les 300 engins qu'ils avaient déjà assemblés, un « trésor de guerre », comme monnaie d'échange pour appuyer leurs revendications au cours des négociations prévues par la loi Renault.

La direction passa à la contre-offensive et chercha à récupérer les engins. Cinq semaines après le début du conflit, le groupe Caterpillar fit savoir aux travailleurs que si les 300 machines détenues par les ouvriers n'étaient pas rendues, la direction organiserait le chômage économique jusqu'à la fermeture du site de Gosselies.

Résister à la menace de Caterpillar pouvait signifier entamer une lutte d'une bien plus

grande ampleur. Les directions syndicales écartèrent d'emblée cette option. Ainsi, après une nouvelle menace de la direction de Caterpillar, les délégués syndicaux décidèrent de libérer les 300 engins assemblés, et finalement de reprendre le travail normalement.

C'était la fin de la stratégie du « trésor de guerre » qui ne pouvait qu'être inefficace face à une multinationale comme Caterpillar. Certes, mettre la main sur ces 300 engins avait l'apparence d'une action radicale. Mais que valaient quelques centaines de machines pour une entreprise qui fait des milliards de profits ?

Pour construire un véritable rapport de force face à Caterpillar, il aurait fallu mobiliser plus largement les familles, les voisins, les travailleurs d'autres entreprises, discuter des revendications des uns et des autres, pour que les milliers de travailleurs de Gosselies se soudent dans un mouvement de lutte pour leurs intérêts communs.

Il était possible d'essayer de s'unir avec les travailleurs de la centaine d'entreprises sous-traitantes de Caterpillar. À Sombreffe, il y avait Carwall, dont les 217 travailleurs étaient alors mis en chômage économique ; chez Yusen Logistics, les travailleurs étaient licenciés collectivement et allaient bientôt eux-mêmes entrer en lutte ...

Mais ça n'a pas été le choix des directions syndicales. Il y eut bien, le 16 septembre 2016, une manifestation de solidarité qui fut organisée à Charleroi et qui rassembla entre 3.000 et 10.000 personnes. Mais elle fut sans

lendemain, au lieu d'être le point de départ d'une mobilisation plus large, pour devenir plus nombreux, plus soudés, plus déterminés, plus conscients.

Évitant bien de déclencher un tel mouvement, les directions syndicales ont préféré les promesses sans lendemain des politiciens et les aléas juridiques de la procédure Renault. Les directions syndicales se condamnaient à l'impuissance, ainsi que les travailleurs licenciés.

Car même avant le début de la première phase de la procédure Renault, les délégations syndicales savaient qu'empêcher la fermeture du site de Gosselies était quasiment impossible, à moins d'entraîner des centaines de milliers de travailleurs dans un mouvement d'ensemble qui aurait fait craindre une révolte plus générale à la classe capitaliste. S'engager dans cette direction était hors de question pour les directions syndicales. Elles placèrent leurs espoirs presque exclusivement dans la deuxième phase de la loi Renault, pour négocier des indemnités de licenciement importantes.

Mais même pour cet objectif limité, même quand il ne s'agit « que » de négocier des indemnités, on ne peut pas se passer de construire un rapport de force ! Et face à une multinationale, la seule force dont disposent les travailleurs c'est leur nombre, leur capacité de mobilisation, leurs pressions sur les autres patrons et sur les gouvernements. Il faut que cette fermeture devienne un problème politique pour la bourgeoisie.

Mais pour disposer d'un tel levier, il aurait fallu chercher à devenir nombreux, unis et conscients ! Et cela, les directions syndicales le refusent.

C'est en tout cas ce que ne pouvaient que constater les travailleurs lorsqu'après quatre réunions avec la direction du groupe, 85% des questions posées par les délégations n'avaient pas reçu de réponse. Trois mois plus tard, une vingtaine de questions posées par les délégations attendaient encore une réponse...

Mais les conséquences de la politique syndicale se sont également fait sentir quand, lors du deuxième volet de la procédure Renault, les négociations pour les ouvriers et celles pour les employés furent menées de manières séparées. Accepter un tel cadre de négociation, c'était accepter de laisser diviser les travailleurs de Gosselies, et donc perdre encore en rapport de force.



Source de l'image: fr.socialisme.be

En conséquence de quoi il ne fut pas étonnant que lors de la première réunion du volet social de la procédure Renault, le montant des primes proposées par Caterpillar fût jugé dérisoire.

Face aux montants ridicules des primes proposés, des mobilisations ont finalement été organisées. Le 2 février 2017, une manifestation eut lieu à Namur, et le 6 février ce fut une grève de 24h qui fut entamée. Durant cette grève, un engin fut endommagé, ce qui servit de prétexte à la direction de Caterpillar pour menacer les travailleurs et les enjoindre à couper court à leur

mouvement. Le travail reprit le 8 février, mais le 13 février une nouvelle manifestation était organisée, à Bruxelles cette fois.

La direction de Caterpillar augmenta alors les primes. Mais elles étaient toujours jugées insuffisantes. Le 15 février, un nouveau débrayage de 24h fut organisé, de nouveaux incidents eurent lieu, notamment un engin incendié.

À la suite de ces événements, la direction nomma un conciliateur social, et 4 jours plus tard les directions syndicales acceptèrent un préaccord avec la direction de Caterpillar, qu'elles firent ensuite voter par les travailleurs.

Cet accord portait principalement sur les indemnités de licenciement. Celles-ci s'élevèrent à 30.000 euros. S'y ajoutait une prime de fermeture de 150 euros par année d'ancienneté et une prime d'ancienneté de 2.250 euros par an pour les travailleurs de moins de 15 ans d'ancienneté, et de 2.500 euros par an pour ceux bénéficiant d'une ancienneté de plus de 15 ans.

Quant aux ministres du gouvernement, si prompts à prendre des postures favorable aux travailleurs dans les médias, ils refusèrent d'accorder aux travailleurs de Caterpillar une dérogation sur l'âge de l'accès à la prépension, tout comme ils refusèrent d'exonérer d'impôt les indemnités de licenciement.

Au mois d'avril 2017, les premiers licenciements tombèrent. Entre mars et mai, la production se poursuivit à raison de quatre machines par jour, jusqu'à la fermeture complète du site en mai.

## Marchands d'illusions

À la suite de l'enthousiasme suscité lors de la convention démocrate, Kamala Harris est présentée par une partie de la presse occidentale comme un espoir, à l'image d'Obama en 2008.

Ce que la presse ne dit pas, c'est que les milieux populaires ont vu leurs conditions de vie s'aggraver après 2009 sous le gouvernement Obama et que c'est sur ces désillusions que Trump a pu être élu en 2016. Aux États-Unis comme ici, les travailleurs n'ont rien à attendre de ces serviteurs de la bourgeoisie.

## Ukraine : guerre en Russie

Depuis le 6 août, des troupes ukrainiennes ont pénétré de quelques kilomètres dans la région de Koursk, au sud de la Russie, en s'emparant et en contrôlant quelques villages.

Cette manœuvre militaire est sans doute utile au pouvoir à Kiev pour regagner une partie de l'opinion publique, de plus en plus réservée, voire hostile, à ce conflit dont personne ne voit la fin. Zelensky espère que «*ce succès*» le met en meilleure position pour négocier avec la Russie et l'OTAN.

Aussi limitée soit-elle, cette incursion militaire a été vue comme un échec du Kremlin, alors que Poutine répétait qu'il assurerait la sécurité des Russes, y compris hors des frontières !

Pas plus la population russe

qu'ukrainienne n'a d'intérêt dans la poursuite de cette guerre fratricide. Seuls les capitalistes européens et américains, derrière l'OTAN y trouvent vraiment leur compte.

## Gaza : le massacre continue

La situation ne fait que s'aggraver pour la population gazaouie, au rythme des horreurs de l'offensive qui se poursuit. Les bombardements incessants détruisent écoles, hôpitaux et s'attaquent même à certains camps de réfugiés. Le bilan s'élève à plus de 40.000 morts, et combien de blessés, de disparus, d'orphelins...

Plus de 2 millions de déplacés s'entassent dans des camps de fortune où tout manque, eau potable, nourriture, médicaments, électricité, chauffage, toilettes, douches, évacuation des déchets... Après les bombes, la faim et les complications sanitaires tuent.

## Réapparition de la poliomyélite

Conséquence de la catastrophe sanitaire, un cas de poliomyélite a été détecté dans la bande de Gaza. Cette maladie grave du système nerveux avait disparu de Palestine depuis 25 ans. Elle est très contagieuse, le virus peut se transmettre par la simple consommation d'eau ou de nourriture contaminée. Selon l'OMS, 600.000 enfants de moins de dix ans n'ont pas reçu le vaccin contre la poliomyélite à Gaza.

Le risque d'épidémie est très

sérieux. Cela inquiète y compris les autorités d'Israël, car les virus ne s'arrêtent pas aux frontières. L'armée israélienne vient d'entamer une campagne de vaccination de ses soldats, sans se soucier le moins du monde du sort des enfants palestiniens.

## Les USA vendent leurs armes

L'administration Biden n'a de cesse d'appeler au cessez-le-feu en Palestine, tout comme le secrétaire général de l'ONU, ainsi que l'OMS... Mais ces appels sont creux ! Biden lui-même et tout l'État américain continuent de marquer leur soutien inconditionnel à Israël, financier et militaire.

Les États-Unis viennent de signer une nouvelle vente d'armement à Israël pour plus de 20 milliards de dollars. Elle comprend 50 avions de chasse F-15, près de 33.000 munitions pour tanks et 50.000 obus de mortiers. Au congrès américain, le département d'Etat a déclaré que cette vente allait «*améliorer la capacité d'Israël à faire face aux menaces ennemies*».

Par ailleurs, le ministre de la Défense américain a ordonné le déploiement d'un sous-marin lanceur de missiles ainsi que d'un porte-avions supplémentaire dans les eaux du Moyen-Orient.

L'hypocrisie des dirigeants impérialistes est immonde. Les moyens monstrueux qu'ils utilisent pour faire la guerre au peuple palestinien sont révoltants.

Mais à force de scander la paix tout en livrant des armes, des avions, des missiles, ils

démontrent par les faits qui sont les fauteurs de guerre les plus dangereux : les capitalistes occidentaux.

## Une bombe à retardement...

Les USA mettent tant d'énergie et de ressources à soutenir leur allié au Moyen-Orient, parce qu'ils se préparent aux révoltes possibles des peuples. Des tensions entre Israël et l'Iran, avec le Hezbollah au Liban, avec les Houthis au Yémen, avec la colère qu'engendre le massacre des Gazaouis chez les populations arabes... La poudrière du Moyen-Orient risque de s'enflammer à tout moment et la bourgeoisie américaine y défendra jusqu'au bout ses intérêts.

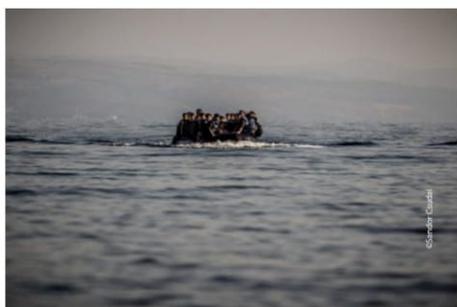
## Frontières mortelles

Depuis 2024, 18.000 personnes sont parvenues à traverser la Manche, entre la France et la Grande-Bretagne. 25 personnes sont mortes en mer cette année, un chiffre record qui ne mesure que partiellement le véritable nombre de morts. Ces migrants viennent principalement de pays en guerre (Afghanistan,

Syrie, Irak...),. Mais l'accueil que leur réserve les États impérialistes, en France comme en Angleterre, c'est la répression et la police.

L'association Utopia 56, qui vient en aide aux migrants, a plusieurs fois dénoncé que l'augmentation des moyens policiers conduit à plus de morts. La police surveille les côtes, prête à gazer les personnes et à crever les bateaux, transformant les départs en chaos général, lorsqu'elle ne s'attaque pas aussi aux bénévoles des associations.

Sous pression policière, les migrants sont également piégés par les passeurs qui profitent de la misère pour faire de l'argent.



Ceux-là «vendent» des traversées à des familles qui découvrent au dernier moment que les embarcations sont surchargées. La traversée est difficile et, avec la panique, des gens meurent piétinés, comme une jeune fille de 7 ans décédée d'as-

phyxie durant un trajet en avril.

Et quand ils survivent à la traversée, ils sont confrontés aux discours racistes de la droite comme de la gauche en Grande-Bretagne. Le Parti travailliste, soi-disant de «gauche», surfe sur les idées d'extrême droite en reprochant à son opposant, le Parti conservateur, son inefficacité face à l'immigration. Ces discours démagogiques visent à récupérer une partie de l'électorat influencé par les idées xénophobes.

La classe politique est responsable de l'hécatombe des traversées, tout comme les capitalistes des pays impérialistes à l'origine des guerres que fuient les migrants et des frontières qui les tuent.

---

**Suivez nous  
sur  
Facebook, Tik-Tok,  
Youtube et X:**

**Lutte Ouvrière Belgique.**

**Email:** [contact@lutteouvriere.be](mailto:contact@lutteouvriere.be)

**Tel:** 0470-18.82.39

**Internet:** [www.lutte-ouvriere.be](http://www.lutte-ouvriere.be)



Signez pour  
**La Louvière**

**Lutte ouvrière présentera des listes aux élections communales dans les circonscriptions de Mons et de La Louvière.**

Si vous pensez que notre point de vue doit être entendu, aidez-nous à le défendre ! Collecter les signatures d'électeurs pour pouvoir présenter la liste Lutte Ouvrière, distribuer des tracts, réunir ses amis, voisins ou collègues pour discuter, faire un don, toutes les contributions sont les bienvenues.

**Contactez-nous pour avoir du matériel de campagne!**



Signez pour  
**Mons**